

suivi de la politique française (en matière d'environnement)

groupe de travail du PS (commission nationale à l'environnement et au développement durable)

⇒ responsable, Michel SOURROUILLE (<mailto:michel.sourrouille@laposte.net>)

juin 2008

source	Ce que dit ou fait la droite	commentaire
Le Monde 1-2.06.2008	Face au prix du carburant , Sarkozy a décidé de jouer les opinions publiques contre les règles européennes jugées paralysantes.	M.Juncker a pris soin de rappeler au respect d'un compromis de 2005, proscrivant les mesures temporaires, y compris fiscales, pour apaiser l'opinion.
Le Monde 6.06.2008	Le gouvernement impose à Total de financer davantage la prime à la cuve versée aux ménages non imposables.	L'annonce de Sarko d'augmenter la prime n'était pas du goût de Bercy, d'où l'idée de demander un effort à Total. Est-ce durable ?
Le Monde 10.06.2008	La ministre de l'économie intensifie sa pression sur les pétroliers .	Ségolène propose de prélever les profits de Total qui sont un bien collectif, Delanoë appelle à les taxer davantage.
Le Monde 12.06.2008	L'examen du projet de loi sur le Grenelle , qui devait commencer avant l'été, pourrait être repoussé à l'automne.	Selon Nicolas Hulot, « pour nous préparer aux chocs futurs, nous avons besoin de planification alors que les moyens opérationnels et financiers du Grenelle sont flous. Les mesures sur le bâtiment sont devenues seulement incitatives, les objectifs sur l'extension de l'agriculture biologique ont été repoussés, la trame verte qui doit protéger la biodiversité n'est plus opposables aux tiers... »
Le Monde 17.06.2008	M.Barnier conteste la fermeture de la pêche au thon rouge par la Commission européenne ; selon le ministre de l'agriculture, les quotas ne sont pas atteints.	Bruxelles est restée inflexible sur la fermeture de la pêche au thon rouge (Le monde du 19.06.2008). Certains thoniers, après trois semaines en mer, n'avaient même pas déclaré de capture. Qui croire, les pêcheurs ou les poissons ?
Le Monde 19.06.2008	Sarkozy n'a pas apprécié de voir ses suggestions en matière de plafonnement de la TVA sur les carburants sèchement repoussées par les ministres des finances des 27.	Comment la France peut-elle assurée la présidence de l'Union européenne si nos représentants n'acquièrent pas l'esprit européen à cette occasion ?
Le Monde 19.06.2008	La sénatrice UMP F.Keller pointe dans un rapport les infractions commises par la France dans l'application du droit communautaire en matière d'environnement.	La France reste sous le coup de 6 procédures d'infractions graves avec de possibles sanctions. Pourtant la sensibilité des citoyens européens à la protection de l'environnement conforte Bruxelles dans la voie de l'application rigoureuse des transpositions.
Le Monde 21.06.2008	Le Conseil constitutionnel a jugé que la loi sur les OGM était conforme au principe de précaution, affirmant pour la première fois la valeur constitutionnelle de la Charte de l'environnement.	Les juges ont cependant annulé une disposition qui renvoyait à un décret la définition de la liste des informations devant être rendues publiques lors d'une autorisation de variété OGM. Cette liste sera inscrite dans la loi.
Le Monde 25.06.2008	Bruxelles a confirmé l'interdiction de la pêche au thon , la France a annoncé qu'elle demanderait des explications.	L'Europe défend les ressources halieutiques, notre gouvernement défend les pêcheurs. Pourtant les amis des pêcheurs et les amis des poissons ont le même objectif, permettre la survie de tous.
Le Monde 26.06.2008	En matière de thon rouge , M.Barnier a fait part d'un doute sur les chiffres transmis par les pêcheurs français, certains bateaux prennent le quotas des autres...	M.Barnier avait pourtant il y a quelques jours pris la défense des pêcheurs français contre la commission de Bruxelles. Si nos politiques étaient un peu moins franco-français, l'Union européenne pourrait avancer beaucoup plus vite.
Le Monde 27.06.2008	Les députés ont adopté le projet de loi sur les responsabilités environnementales (LRE), transposition d'une directive de 2004 avec laquelle la France aurait déjà dû se mettre en conformité au plus tard le 30 avril 2007. Heureusement que la présidence de l'UE par la France approche...	Le projet de loi n'impose pas aux acteurs économiques de constituer les garanties financières, les dégâts causés à l'environnement resteront supportés par la collectivité. Les opérateurs économiques bénéficient de divers échappatoires, notamment en arguant que l'état des connaissances scientifiques n'était pas, au moment de l'accident, suffisamment avancé pour leur permettre d'anticiper les dommages.
Le Monde 29-30.06.2008	JL.Borloo à propos du réchauffement climatique : « Si l'Europe ne fait rien, la catastrophe est assurée, et si elle agit seule, ce n'est pas la hauteur des enjeux.	Pourtant le Grenelle de l'environnement n'est pas la marque de fabrique du gouvernement actuel, c'est plutôt un effet d'annonce ; il ne suffit pas de parler de TVA pour arrêter la combustion des dernières ressources fossiles qu'il nous reste...